

Art. 16. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 91 — 3879

[S-C — 28707]

29 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide de la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, notamment les articles 31, alinéa 1er, 33, alinéa 1er, et 34;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel que modifié, notamment les articles 6 et 69, § 1er, 1^o, C);

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat tel modifié;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, tel que modifié;

Considérant que les missions dévolues aux titulaires de fonctions spécialisées prévues par le présent arrêté doivent être assurées sans délai par un personnel ayant les qualifications et mérites spécifiques et que toutes les dispositions légales relatives aux droits de priorité sont incompatibles avec la mise en oeuvre des dispositions transitoires prévues à cette fin;

Considérant que les commissions de stage prévues aux articles 33ter et 38 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne sont pas composées en manière telle qu'elles puissent apprécier si le stagiaire assure les missions qui lui sont confiées et possède les qualités qui lui sont demandées pour l'exercice de fonctions spécialisées et qu'il s'indique dès lors de prévoir, en matière de stage, une instance de recours correspondant à la spécificité de ces fonctions;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 11 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 11 octobre 1991;

Vu le protocole n° 62 du Comité de secteur XVII conclu le 31 octobre 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat, par son avis non définitif du 8 novembre 1991, n'a pu répondre à la demande d'urgence formulée par l'Exécutif de la Communauté française en vertu de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, que cette urgence ne peut par conséquent plus être rencontrée par une nouvelle consultation de ce Haut Collège;

Considérant qu'il convient d'adopter maintenant le dispositif réglementaire autorisant l'Exécutif à prendre toutes mesures permettant à l'administration de l'aide à la jeunesse d'assurer l'exécution du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse notamment par la création des fonctions spécialisées pour les agents exerçant les attributions de conseiller, conseiller adjoint, directeur et directeur adjoint de l'aide à la jeunesse, par la définition des grades particuliers qui correspondent à ces fonctions et la détermination des modalités de la carrière et du recrutement dans celles-ci;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 novembre 1991,

Arrête :

Définitions

Article 1er Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2^o le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret : le fonctionnaire général des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

3^o le ministre : le Ministre-membre de l'Exécutif qui a le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions.

Création de grades dans les fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse

Art. 2. Dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — sont créés : au rang 11, le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse; au rang 10, le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 4, § 1er, les grades de premier attaché de l'aide à la jeunesse et d'attaché de l'aide à la jeunesse sont considérés comme des grades de recrutement dans les fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse.

Ces fonctions sont soustraites aux droits de priorités accordés par :

a) les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

b) l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les Services publics de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle des charbonnages;

c) la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les Services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;

d) la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Art. 4. § 1er. Sauf pour leur première occupation, il est pourvu à la vacance des emplois de premier attaché de l'aide à la jeunesse par la promotion par avancement de grade.

§ 2. A défaut de candidat se trouvant dans les conditions d'ancienneté requises pour la promotion au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse ou de candidat réunissant les conditions de qualification professionnelle nécessaires, l'emploi est pourvu par la voie du recrutement.

Du recrutement et du stage

Art. 5. Les vacances d'emploi dans les grades des fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse à pourvoir par recrutement, les conditions de recrutement et l'appel aux candidats sont portés à la connaissance du public par la voie du *Moniteur belge*.

Art. 6. § 1er. Nul ne peut être admis au stage en vue de la nomination à l'une des fonctions spécialisées visées à l'article 3 du présent arrêté s'il ne remplit les conditions suivantes :

1. être Belge;
2. être de conduite irréprochable;
3. jouir des droits civils et politiques;
4. avoir satisfait aux lois sur la milice;
5. n'avoir pas atteint l'âge de 50 ans;
6. être physiquement apte au sens de l'arrêté royal du 1er décembre 1984, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;
7. 1° être porteur d'un des diplômes de l'enseignement supérieur de type long repris ci-après :
 - Diplôme de licencié en sciences de l'éducation ou pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en psychologie ou en sciences psychologiques;
 - Diplôme de licencié en psychologie appliquée;
 - Diplôme de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en sciences psycho-pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en orientation et sélection professionnelles;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales;
 - Diplôme de licencié en sciences politiques et sociales (groupe sciences sociales);
 - Diplôme de licencié en sociologie;
 - Diplôme de licencié en communication sociale;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales du travail ou en sciences du travail;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales appliquées aux pays en voie de développement;
 - Diplôme de licencié en sciences économiques et sociales (orientation sciences sociales);
 - Diplôme de licencié en droit;
 - Diplôme de licencié en criminologie ou en sciences criminologiques;
 - Diplôme de licencié en politique économique et sociale,

et justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer, de six années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, ou

2° être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type long, autre que ceux repris sous 1°, donnant accès au recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, et

a) soit justifier d'une expérience professionnelle de six années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse dans les domaines suivants :

soit avoir exercé une fonction dirigeante comme coordinateur ou comme directeur dans une institution ou dans un service agréé en protection de la jeunesse par les arrêtés du 7 décembre 1987 relatifs à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse ou du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels;

soit avoir exercé une fonction de niveau 1 dans l'administration de la protection de la jeunesse;

b) soit avoir exercé une responsabilité au sein d'associations agréées dans le cadre de la protection ou de l'aide à la jeunesse ou de la protection des enfants maltraités et avoir été membre d'un comité de protection de la jeunesse ou, à défaut, d'un conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse depuis douze ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse,

ou à défaut :

3° a) être porteur d'un des diplômes d'enseignement supérieur de type court repris ci-dessous :

- Diplôme d'assistant social;
- Diplôme d'infirmier gradué social;
- Diplôme de conseiller social;
- Diplôme d'assistant en psychologie;
- Diplôme d'éducateur ou de gradué en orthopédagogie;
- Diplôme de gradué en sciences juridiques;
- Diplôme de gradué en sciences sociales du travail;

b) ou être porteur du certificat suivant :

— Certificat d'éducateur spécialisé pour la jeunesse inadaptée délivré par le centre de formation et de perfectionnement des cadres de l'Office de la protection de la jeunesse;

et justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer de neuf années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, ou

4° être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur pédagogique de type court autre que ceux repris au 3° ci-dessus, et

a) soit justifier d'une expérience professionnelle de neuf années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse dans les domaines suivants :

soit avoir exercé une fonction dirigeante comme coordinateur ou comme directeur dans une institution ou dans un service agréé en protection de la jeunesse par les arrêtés du 7 décembre 1987 relatifs à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse ou du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels;

soit avoir exercé une fonction de niveau 1 dans l'administration de la protection de la jeunesse;

b) soit avoir exercé une responsabilité au sein d'associations agréées dans le cadre de la protection ou de l'aide à la jeunesse ou de la protection des enfants maltraités et avoir été membre d'un comité de protection de la jeunesse ou, à défaut, d'un conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse depuis douze ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse.

§ 2. Le Ministre détermine l'expérience utile qui contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et définit les modalités suivant lesquelles sont apportées les preuves du respect des conditions prévues au § 1er.

§ 3. Les conditions prévues au § 1er doivent être réunies à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'appel aux candidats prévu à l'article 5.

Art. 7. Les candidats sont admis au stage par le Ministre. Celui-ci prend, au préalable, l'avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats.

Cette Commission soumet au Ministre un avis motivé dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le Ministre a sollicité cet avis.

La Commission désignée ci-avant est composée comme suit :

- le président : le secrétaire général du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- le vice-président : le fonctionnaire général dirigeant l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret;
- les membres : cinq fonctionnaires du Ministère de la Culture et des Affaires sociales titulaires d'un grade classé au moins au rang 13, dont un appartient obligatoirement à l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret.

Les membres de la Commission sont désignés par le Ministre.

La Commission ne peut délibérer valablement que si le président ou le vice-président ainsi que quatre membres au moins sont présents.

L'avis est donné à la majorité simple des voix.

L'abstention est considérée comme un vote nul.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. La durée du stage est d'un an.

Une fois par trimestre et à la fin du stage, le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret établit un rapport de stage dont le modèle est fixé par le Ministre. Il fait parvenir les rapports au Ministre par la voie hiérarchique. Le rapport final conclut soit à une proposition motivée de nomination à titre définitif, soit à une proposition motivée de prolongation de stage pour une période maximum de trois mois, soit à une proposition motivée de licenciement.

Les rapports trimestriels et le rapport final doivent être communiqués au stagiaire qu'ils concernent. Celui-ci les vise et les date. Il les restitue dans les dix jours. S'il estime que ces rapports ne sont pas fondés, il les vise en conséquence, les date et les restitue dans le même délai. Ces rapports sont joints au dossier personnel du stagiaire.

Art. 9. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de prolongation de stage ou de licenciement peut, endéans les dix jours de la date à laquelle le rapport final lui est soumis, introduire une réclamation écrite auprès du secrétaire général qui lui en accuse réception le jour où elle lui parvient et la transmet au Ministre.

Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la Commission prévue à l'article 7 du présent arrêté. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le Ministre prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Le stagiaire est, à sa demande, entendu par la Commission précitée. Il peut se faire assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

De la nomination et du licenciement

Art. 10. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif, est nommé au grade pour lequel il s'est porté candidat.

Le stagiaire est également nommé au grade pour lequel il s'est porté candidat si le Ministre rejette la proposition de licenciement.

Le stagiaire licencié par le Ministre l'est moyennant un préavis de trois mois.

De la promotion

Art. 11. Peuvent seuls être promus au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, les agents titulaires du grade d'attaché de l'aide à la jeunesse qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Dispositions générales

Art. 12. Les titulaires du grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse exercent les attributions de conseillers de l'aide à la jeunesse ou de directeurs de l'aide à la jeunesse au sens des articles 31 et 33 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Les titulaires du grade d'attaché de l'aide à la jeunesse exercent les attributions de conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse ou de directeurs adjoints de l'aide à la jeunesse au sens de l'article 34 du décret précité.

Art. 13. Les membres du personnel nommés à titre définitif en application de l'article 10 ont la qualité d'agent des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — et sont, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, soumis aux dispositions légales et statutaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Dispositions pécuniaires

Art. 14. Pour l'application de l'article 13 du présent arrêté et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, l'expérience utile, l'expérience professionnelle ou les périodes requises pour satisfaire aux conditions de l'article 6 exigées au recrutement sont admises pour le calcul du traitement du membre du personnel, à concurrence de six années maximum. Ces services sont rangés dans le groupe B.

Art. 15. L'échelle de traitement attribuée au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse est fixée comme suit : au 1er novembre 1991 :

851 042 — 1 533 327
 3/1 × 23 732
 1/2 × 278 849
 8/2 × 41 530

L'échelle de traitement attribuée au grade d'attaché de l'aide à la jeunesse est fixée comme suit : au 1er novembre 1991 :

783 236 — 1 456 198
 3/1 × 23 732
 1/2 × 227 996
 9/2 × 41 530

Dispositions transitoires et finales

Art. 16. En vue de pourvoir au premier recrutement aux emplois de premier attaché de l'aide à la jeunesse :
 — l'expérience visée à l'article 6, § 1er, 7, 1^o, dernier alinéa, et à l'article 6, § 1er, 7, 2^o, a, est réduite à six années;

— la responsabilité visée à l'article 6, § 1er, 7, 2^o, b, et à l'article 6, § 1er, 7, 4^o, b, est réduite à neuf années;

— l'expérience visée à l'article 6, § 1er, 7, 3^o, a, dernier alinéa, et à l'article 6, § 1er, 7, 4^o, a, 1er alinéa, est réduite à neuf années.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 18. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 3879

[S-C — 29707]

29 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Executieve van de Franse Gemeenschap:

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 31, lid 1, 33 lid 1 en 34;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 6 en 69, § 1, 1^o, c;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 64 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals het werd gewijzigd;

Overwegende dat de opdrachten toegewezen aan de titularissen van gespecialiseerde ambten bedoeld bij dit besluit zonder verwijl moeten worden vervuld door een personeel dat de specifieke kwalificaties en verdiensten heeft en dat alle wettelijke bepalingen betreffende de rechten en voorrang onverminderd zijn met de aanwending van de daartoe bepaalde overgangsbepalingen;

Overwegende dat de stagecommissies bedoeld in de artikelen 33ter en 38 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel niet zodanig samengesteld zijn dat ze kunnen oordelen of de stagiair de hem toegewezen opdrachten vervult en de kwaliteiten bezit die vereist zijn voor de uitoefening van gespecialiseerde ambten, en dat bijgevolg, inzake stage, een beroepsinstantie moet worden opgericht die beantwoordt aan de specificiteit van deze ambten;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 oktober 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 oktober 1991;

Gelet op het protocol nr. 62 van Sectorcomité XVII, afgesloten op 31 oktober 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State bij zijn niet-definitief advies van 8 november 1991 geen gevolg heeft kunnen geven aan de aanvraag om spoedbehandeling, ingediend door de Executieve van de Franse Gemeenschap krachtens artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat aan die aanvraag om spoedbehandeling derhalve geen gevolg meer kan worden gegeven door dit Hoge College opnieuw om advies te vragen;

Overwegende dat de verordeningsbepalingen nu dienen te worden aangenomen waardoor de Executieve gemachtigd wordt al de maatregelen te treffen die het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd in de mogelijkheid stelt te zorgen voor de uitvoering van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid door de oprichting van de gespecialiseerde ambten voor de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur, adjunct-adviseur, directeur en adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen, door de bepaling van bijzondere graden die aan die ambten beantwoorden en de bepaling van de nadere regels voor de loopbaan en de werving in die ambten;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 27 november 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° het decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- 2° de ambtenaar-generaal van het bevoegde bestuur in de zin van artikel 35 van het decreet : de ambtenaar-generaal van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren;
- 3° de minister : de Minister-lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoort.

Oprichting van graden in de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd

Art. 2. In de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — worden opgericht : in rang 11, de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd; in rang 10, de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 4, § 1, worden de graden van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd als wervingsgraden beschouwd in de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd.

Deze ambten worden onttrokken aan de prioriteitsrechten toegekend bij :

- a) de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;
- b) het koninklijk besluit nr 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen;
- c) de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden hebben gepresteerd;
- d) de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Art. 4. § 1. Behoudens voor hun eerste bezetting, worden de vacante betrekkingen van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd voorzien door bevordering door verhoging in graad.

§ 2. Indien geen kandidaat aan de vereiste voorwaarden inzake anciënniteit voldoet voor de bevordering tot de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd of indien geen kandidaat de vereiste voorwaarden inzake beroepskwalificatie vervult, wordt in de betrekking voorzien door werving.

Werving en stage

Art. 5. De vacante betrekkingen in de graden van de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd die door werving te verlenen zijn, de wervingsvoorwaarden en de oproep tot de kandidaten worden via het *Belgisch Staatsblad* ter kennis van het publiek gebracht.

Art. 6. § 1. Niemand kan tot de stage worden toegelaten met het oog op de benoeming in een van de gespecialiseerde ambten bedoeld in artikel 3 van dit besluit, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. Belg zijn;
2. van onberispelijk gedrag zijn;
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen;
5. de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt;
6. lichamenlijk geschikt zijn in de zin van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamenlijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen;
7. 1° houder zijn van een van de hierna vermelde diploma's van het hoger onderwijs van het lange type :
 - Diploma van licentiaat in de opvoedings- of pedagogische wetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de psychologie of in de psychologische wetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de toegepaste psychologie;
 - Diploma van licentiaat in de psychologische en pedagogische wetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de psycho-pedagogische wetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de beroepsoriëntering en -selectie;
 - Diploma van licentiaat in de sociale wetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen (groep sociale wetenschappen);
 - Diploma van licentiaat in de sociologie;
 - Diploma van licentiaat in de sociale communicatie;
 - Diploma van licentiaat in de sociale arbeidswetenschappen of in de arbeidswetenschappen;
 - Diploma van licentiaat in de sociale wetenschappen toegepast op de ontwikkelingslanden;
 - Diploma van licentiaat in de economische en sociale wetenschappen (oriëntatie sociale wetenschappen);

- Diploma van licentiaat in de rechten;
- Diploma van licentiaat in de criminologie of in de criminologische wetenschappen;
- Diploma van licentiaat in de economische en sociale politiek,

en het bewijs leveren, in verband met het te verlenen ambt, van zes jaar nuttige ervaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van negen jaar nuttige ervaring voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, of

2° houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type, ander dan deze vermeld in 1°, dat toegang geeft bij de werving tot de betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen, en

a) ofwel het bewijs leveren van zes jaar beroepservaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd of van negen jaar voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd op de volgende gebieden :

ofwel een leidend ambt hebben uitgeoefend als coördinator of als directeur in een instelling of in een dienst erkend voor jeugdbescherming bij de besluiten van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken of van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten;

ofwel een ambt van niveau 1 hebben uitgeoefend bij het bestuur voor jeugdbescherming.

b) ofwel een verantwoordelijkheid hebben gedragen in verenigingen erkend in het kader van de jeugdbescherming of van de hulpverlening aan de jeugd of van de bescherming van mishandelde kinderen en sedert ten minste negen jaar lid geweest zijn van een comité voor de jeugdbescherming, waaronder vijf jaar als voorzitter of ondervoorzitter,

of bij gebrek daaraan :

3° a) houder zijn van een van de hierna vermelde diploma's van het hoger onderwijs van het korte type :

- Diploma van maatschappelijk assistent;
- Diploma van gegradueerd maatschappelijk ziekenverpleger;
- Diploma van sociaal adviseur;
- Diploma van assistent in de psychologie;
- Diploma van opvoeder of gegradueerde in de orthopedagogie;
- Diploma van gegradueerde in de juridische wetenschappen;
- Diploma van gegradueerde in de sociale arbeidswetenschappen;

b) of houder zijn van het volgende getuigschrift :

— Getuigschrift van gespecialiseerde opvoeder van de marginale jongeren, afgeleverd door het centrum voor vorming en vervolmaking van de kaderleden van de Dienst voor de Jeugdbescherming;

en het bewijs leveren, in verband met het te verlenen ambt, van negen jaar nuttige ervaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van twaalf jaar nuttige ervaring voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, of

4° houder zijn van een diploma van het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type, ander dan deze opgenomen in hoger vermeld punt 3°, en

a) ofwel het bewijs leveren van negen jaar beroepservaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van twaalf jaar voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd op de volgende gebieden :

ofwel een leidend ambt hebben uitgeoefend als coördinator of als directeur in een instelling of in een dienst erkend voor de jeugdbescherming bij de besluiten van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken of van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten;

ofwel een ambt van niveau 1 hebben uitgeoefend bij het bestuur voor de jeugdbescherming;

b) ofwel een verantwoordelijkheid hebben gedragen in verenigingen erkend in het kader van de jeugdbescherming of van de hulpverlening aan de jeugd of van de bescherming van mishandelde kinderen en sedert ten minste negen jaar lid geweest zijn van een comité voor de jeugdbescherming, waaronder vijf jaar als voorzitter of ondervoorzitter.

§ 2. De Minister bepaalt de nuttige ervaring die mede een rol speelt voor de vorming die vereist is voor het te verlenen ambt en bepaalt de nadere regels volgens welke het bewijs van de naleving van de in § 1 bepaalde voorwaarden kan worden geleverd.

§ 3. Alle voorwaarden bedoeld in § 1 moeten vervuld zijn op de datum waarop de in artikel 5 bedoelde oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De kandidaten worden door de Minister tot de stage toegelaten. Deze wint vooraf het advies in van de Commissie belast met het onderzoek van de bekwaamheidsbewijzen en de geschiktheid van de kandidaten.

Deze Commissie legt aan de Minister een met redenen omkleed advies voor binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum waarop de Minister dit advies heeft gevraagd.

De hierboven genoemde Commissie is samengesteld als volgt :

- de voorzitter : de secretaris-generaal van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;
- de ondervoorzitter : de ambtenaar-generaal die de leiding van de bevoegde administratie heeft in de zin van artikel 35 van het decreet;
- de leden : vijf ambtenaren van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken die titularis zijn van een graad ingedeeld in ten minste rang 13, onder wie noodzakelijk één behoort tot de bevoegde administratie in de zin van artikel 35 van het decreet.

De leden van de Commissie worden door de Minister aangewezen.

De Commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen indien de voorzitter of de ondervoorzitter alsook ten minste vier leden aanwezig zijn.

Het advies wordt bij gewone meerderheid van stemmen gegeven.

Onthouding wordt beschouwd als ongeldige stemming.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

Art. 8. De stage duurt één jaar.

Om de drie maand en op het einde van de stage, maakt de ambtenaar-generaal van de administratie bevoegd in de zin van artikel 35 van het decreet een stageverslag op waarvan het model door de Minister wordt bepaald. Hij deelt de verslagen aan de Minister mede langs de hiërarchische weg. In het slotverslag wordt ofwel een met redenen omkleed voorstel gedaan tot vaste benoeming, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste drie maanden, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot afdanking.

De trimestriële verslagen en het slotverslag moeten aan de stagiair op wie ze betrekking hebben, worden medegedeeld. Deze viseert de verslagen en dateert ze. Hij zendt ze terug binnen tien dagen. Indien hij van oordeel is dat deze verslagen niet gegrond zijn, viseert hij ze ingevolge, dateert ze en zendt ze terug binnen dezelfde termijn. Deze verslagen worden bij het persoonlijk dossier van de stagiair gevoegd.

Art. 9. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage of tot afdanking is gedaan, kan binnen tien dagen te rekenen vanaf de datum waarop het slotverslag hem wordt voorgelegd, een bezwaarschrift indienen bij de secretaris-generaal die hem er ontvangst van bevestigt de dag waarop hij het ontvangst en het naar de Minister doorzendt.

Zodra de Minister het ontvangen heeft, stuurt hij het bezwaarschrift naar de Commissie bepaald in artikel 7 van dit besluit. Deze Commissie brengt haar advies uit aan de Minister binnen een periode van ten hoogste twee maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Minister neemt zijn beslissing binnen één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het advies.

De stagiair wordt op zijn verzoek door de voormelde Commissie gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging.

Benoeming en afdanking

Art. 10. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel van benoeming in vast verband is gedaan, wordt benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

De stagiair wordt eveneens benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, indien de Minister het voorstel tot afdanking verwerpt.

Aan een door de Minister afgedankte stagiair wordt ontslag gegeven met drie maanden opzegging.

De bevordering

Art. 11. Kunnen alleen bevorderd worden tot de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, de ambtenaren titularis van de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd die een graadanciënniteit van ten minste drie jaar hebben.

Algemene bepalingen

Art. 12. De titularissen van de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd oefenen de bevoegdheden uit van adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd of van directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd in de zin van de artikelen 31 en 33 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De titularissen van de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd oefenen de bevoegdheden uit van adjunct-adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd in de zin van artikel 34 van bovenvermeld decreet.

Art. 13. De personeelsleden benoemd in vast verband bij toepassing van artikel 10, hebben de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — en zijn, onverminderd de bepalingen van dit besluit, onderworpen aan de wettelijke en statutaire bepalingen van toepassing op het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Bezoldigingsbepalingen

Art. 14. Voor de toepassing van artikel 13 van dit besluit en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wordt voor de berekening van de wedde van het personeelslid rekening gehouden met een nuttige ervaring, een beroepservaring of met periodes vereist om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, bij de aanwerving, van ten hoogste zes jaar. Deze diensten worden bij groep B ingedeeld.

Art. 15. De weddeschaal toegekend aan de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd wordt als volgt vastgesteld : op 1 november 1991 :

851 042 — 1 533 327
3/1 × 23 732
1/2 × 278 849
8/2 × 41 530

De weddeschaal toegekend aan de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd wordt als volgt vastgesteld : op 1 november 1991 :

783 236 — 1 456 188
3/1 × 23 732
1/2 × 227 996
9/2 × 41 530

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 16. Om bij de eerste werving de betrekkingen van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd te verlenen :

- wordt de ervaring bepaald in artikel 6, § 1, 7, 1^o, laatste lid en in artikel 6, § 1, 7, 2^o, a, ingekort tot zes jaar;
- wordt de verantwoordelijkheid bepaald in artikel 6, § 1, 7, 2^o, b, en in artikel 6, § 1, 7, 4^o, b, ingekort tot negen jaar;
- wordt de ervaring bedoeld in artikel 6, § 1, 7, 3^o, a, laatste lid, en in artikel 6, § 1, 7, 4^o, a, eerste lid, ingekort tot negen jaar.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 18. De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 91 — 3880

[S-C — 33096]

25. SEPTEMBER 1991. — Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Organisation eines experimentellen Teilzeitunterrichts in den Sekundarschulen während des Schuljahres 1991-1992

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund der durch Königlichen Erlaß vom 30. April 1957, insbesondere Artikel 11, koordinierten Gesetzgebung über den technischen Unterricht;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung, wie es abgeändert wurde;

Aufgrund des Königlichen Rahmenerlasses vom 13. August 1982 über die psycho-medizinisch-sozialen Zentren, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. März 1975, 17. September 1976, 20. Februar 1979, 27. Juli 1979, 24. August 1981, 25. Juli 1983 und 2. September 1985;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juni 1964 zur Festlegung des Statuts des Personals des staatlichen Unterrichtswesens, wie es abgeändert wurde;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Juli 1971 über den allgemeinen Aufbau und die Organisation des Sekundarschulwesens, insbesondere des Artikels 4 § 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1957 zur Festlegung der allgemeinen Studienordnung im technischen Sekundarschulwesen, wie er abgeändert wurde;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. Juli 1985 und 1. Juni 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1986 zur Organisation eines experimentellen Teilzeitunterrichts in den Sekundarschulen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. Januar 1987 zur Festlegung der Einschreibgebühr für den Fortbildungsunterricht;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 13. August 1981;

Aufgrund des Protokolls Nr. S/14/91 + OSUW 11/91 vom 18. September 1991 (18.09.91), das die Ergebnisse der im Sektorenausschuß XIX und in dem in Artikel 17 § 2ter 3° des Königlichen Erlasses vom 28. September 1984 vorgesehenen Unterausschuß in gemeinsamer Sitzung geführten Verhandlungen enthält;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere von Artikel 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Durchführung des Teilzeitunterrichts fortzusetzen, damit die Jugendlichen der gesetzlichen Verpflichtung zum Teilzeitunterricht ab dem 1. September 1991 nachkommen können;

Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

Beschließt :

KAPITEL I. — Zielsetzung und Struktur

Artikel 1. § 1. Damit der Teilzeitschulpflicht genügt werden kann, wird in der Unterstufe und in der Oberstufe des berufsbildenden Sekundarunterrichtswesens ein experimenteller Teilzeitunterricht organisiert.

Er wird während vierzig Wochen, wöchentlich jeweils während fünfzehn Unterrichtsstunden zu fünfzig Minuten erteilt.

§ 2. Er umfaßt sowohl die Allgemeinbildung, einschließlich der sozialen und der persönlichen Bildung, als auch die Vorbereitung auf die Ausübung eines Berufes. Er kann nur an den Tagen und zu den Uhrzeiten erteilt werden, wo die Einrichtungen des Sekundarschulwesens mit vollem Lehrplan geöffnet sind.

§ 3. Dieser experimentelle Teilzeitunterricht kann auch nach Lehrblöcken aufgliedert werden; diese legt der für Unterricht zuständige Minister fest.

Art. 2. § 1. Der in Artikel 1 erwähnte Unterricht darf nur in Zentren organisiert werden, die zu diesem Zweck gebildet werden. Sie haben ihren Sitz in einer Sekundarschule mit vollem Lehrplan, in der auch technischer und/oder berufsbildender Unterricht erteilt wird.

§ 2. Zwei Schulzentren mit Teilzeitunterricht dürfen organisiert werden.

Der für Ausbildung zuständige Minister legt die Aufteilung der Zentren nach Schulnetzen fest. Er entscheidet über den Sitz der Zentren des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Er billigt auf Vorschlag der repräsentativen Organe der Träger den Standort, wo die Zentren des subventionierten Unterrichtswesens ihren Sitz haben. Die nichtvertretenen Träger richten ihren Antrag unmittelbar an den für Unterricht zuständigen Minister.